

A. La phase préparatoire : la proposition ou l'intention de nomination.

1° a) Le comité permanent propose la nomination;
b) Le Conseil exprime une intention de nomination si le comité permanent n'a fait aucune proposition.

2° La proposition ou l'intention est communiquée au personnel suivant les dispositions de son statut.

B. Nomination.

1° Le comité permanent nomme dans les cas mentionnés à l'article 11, § 2, 3° du règlement d'administration.

2° Le Conseil nommé dans les autres cas et se prononce au préalable sur les réclamations éventuelles.

Art. 46. § 1. Il est voté par scrutin secret sur les propositions ou intentions de nomination, sur les réclamations et sur les nominations.

§ 2. Il ne peut être procédé à un scrutin unique sur plusieurs nominations.

§ 3. Si, en cas de nomination de membres du personnel, la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un nouveau scrutin entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. En cas de parité des voix entre plusieurs candidats, est élu le candidat revêtu du grade le plus élevé. S'il n'est pas possible d'appliquer ce critère, il est tenu compte successivement de l'ancienneté de grade, de l'ancienneté de niveau et, en dernier ressort, de l'âge.

§ 4. S'il y a parité des voix dans ce dernier cas, le candidat le plus âgé est nommé.

Sous-section 2. : Le pouvoir de nommer est exercé par l'administrateur général conformément au règlement d'administration

Art. 47. L'administrateur général déclare les emplois vacants, lance un appel aux candidats, exprime une intention de nomination fait connaître cette intention en se conformant aux prescriptions de statut du personnel, se prononce sur les réclamations éventuelles puis sur l'intention exprimée par lui.

CHAPITRE 5. — Ingérence d'intérêts matériels

Art. 48. § 1. Sans préjudice des incompatibilités générales en vigueur, il est interdit à tout membre du Conseil d'être présent lors d'une délibération ou d'une décision portant sur des affaires dans lesquelles il a un intérêt personnel et direct ou dans lesquelles ses parents ou alliés, jusqu'au quatrième degré inclus, ont un intérêt personnel et direct.

§ 2. En matière de présentation de candidats, de nominations, de révocations ou de suspensions, cette interdiction ne vaut que pour des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à la Communauté flamande.

Mme H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 81 — 585

10 MARS 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, anti-hormonale ou antibiotique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présent et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, modifiée par les lois du 11 mars 1958, du 14 avril 1965, du 22 juillet 1974, du 9 juillet 1975 et du 1er juillet 1976, notamment l'article 1er;

A. De voorbereidende fase : het voorstel of het voornemen tot benoeming :

1° a) De Vaste Commissie stelt de benoeming voor;
b) De Raad formuleert een voornemen tot benoeming als de Vaste Commissie geen voorstel gedaan heeft.

2° Aan het personeel wordt het voorstel of het voornemen medegedeeld, volgens de bepalingen van zijn statuut.

B. Benoeming :

1° De Vaste Commissie benoemt in de gevallen vermeld in artikel 11, § 2, 3°, van het reglement van beheer.

2° De Raad benoemt in de andere gevallen en doet vooraf uitspraak over eventuele bezwaarschriften.

Art. 46. § 1. Over een voorstel of een voornemen tot benoeming, over bezwaren en over de benoeming wordt er beslist bij geheime stemming.

§ 2. In één stemming kan niet beslist worden over verscheidene benoemingen.

§ 3. Indien bij de benoeming van personeelsleden de vereiste meerderheid niet verkregen is bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen. Zijn er verscheidene kandidaten met hetzelfde aantal stemmen, dan geniet de kandidaat met de hoogste graad de voorkeur. Geeft dit criterium geen uitsluitel dan wordt achtereenvolgens rekening gehouden met de graadanciënniteit, de niveauanciënniteit en uiteindelijk de leeftijd.

§ 4. Bij staking van stemmen in dit laatste geval is de oudste kandidaat benoemd.

Onderafdeling 2 : De bevoegdheid tot benoemen wordt, krachtens het reglement van beheer door de administrateur-generaal uitgeoefend.

Art. 47. De administrateur-generaal verklaart de betrekkingen vacant, richt een oproep tot de kandidaten, formuleert een voornemen tot benoeming, maakt dit voornemen volgens de bepalingen van het personeelsstatuut bekend, spreekt zich uit over de bezwaarschriften die — eventueel — werden ingediend en beslist over het voornemen.

HOOFDSTUK 5. — Vermenging van materiële belangen

Art. 48. § 1. Onverminderd de algemeen geldende verbodsbepalingen is het elk lid van de Raad verboden, tegenwoordig te zijn bij een beraadslaging of bij een besluit over zaken waarbij het een rechtstreeks persoonlijk belang heeft, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

§ 2. Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen, afzettingen of schorsingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad.

Gezien om toegevoegd te worden aan Ons besluit van 18 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor de Vlaamse Gemeenschap,

Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 81 — 585

10 MAART 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale of antibiotische werking

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, gewijzigd door de wetten van 11 maart 1958, 14 april 1965, 22 juli 1974, 9 juli 1975 en 1 juli 1976, inzonderheid op artikel 1;

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, antihormonale ou antibiotique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et modifiées par la loi du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en raison de constatations relatives à la présence d'hormones dans les viandes, il s'impose de prendre d'urgence des mesures pour mieux contrôler les opérations concernant les produits hormonaux;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 12 avril 1974 relatif à certaines opérations concernant les substances à action hormonale, anti-hormonale ou antibiotique, l'article 1er, § 2 est complété comme suit :

« 3° l'acquisition de réactifs de laboratoire pour autant qu'elle soit faite sur demande écrite, datée et signée d'un directeur de laboratoire scientifique. »

Art. 2. Au même article 1er, le § 3 est complété comme suit :

« Elle précise en outre, les substances pour lesquelles l'autorisation est demandée et leur destination.

Si le Ministre se propose de refuser en tout ou en partie l'autorisation demandée, il en avertit le requérant par lettre recommandée à la poste dans laquelle il expose les motifs du refus.

Le demandeur dispose de trente jours pour transmettre ses observations au Ministre par lettre recommandée à la poste. La décision du Ministre est notifiée au demandeur.

L'autorisation peut être refusée en tout ou en partie, lorsque les renseignements fournis à l'appui de la demande sont incomplets ou inexacts ou lorsqu'elle porte sur des substances interdites par la réglementation en vigueur. »

Art. 3. Au même article 1er, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Sans préjudice de sanctions pénales éventuelles, l'autorisation peut être retirée.

Si le Ministre se propose de retirer en tout ou en partie l'autorisation accordée, il en avertit le détenteur par lettre recommandée à la poste dans laquelle il expose les motifs du retrait.

Ce dernier dispose de trente jours pour transmettre ses observations au Ministre par lettre recommandée à la poste. La décision du Ministre est notifiée au détenteur.

L'autorisation peut être retirée en tout ou en partie, lorsque les renseignements fournis à l'appui de la demande sont incomplets ou inexacts ou lorsqu'elle porte sur des substances interdites par la réglementation en vigueur ou encore lorsque ces substances ont été destinées à un usage prohibé par la réglementation en vigueur ou non conforme à l'autorisation.

L'autorisation générale est valable cinq ans. Elle est renouvelable sur demande du détenteur d'autorisation dans les trois mois précédant l'échéance.

Toute modification aux renseignements fournis doit être notifiée dans les quinze jours au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Les détenteurs d'autorisation ne peuvent céder, vendre ou offrir en vente les substances visées par le présent arrêté qu'aux autres détenteurs d'autorisation ou aux personnes qui en sont dispensées en application du § 2, 2° et 3° du présent article. »

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, antihormonale of antibiotische werking;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat wegens vaststellingen in verband met hormonen in slachtvlees dringende maatregelen dienen getroffen te worden ten einde een beter toezicht te houden op de verrichtingen in verband met hormonenproducten;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 12 april 1974 betreffende sommige verrichtingen in verband met stoffen met hormonale, anti-hormonale of antibiotische werking wordt artikel 1, § 2 als volgt aangevuld :

« 3° het aanschaffen van laboratoriumreagentia voor zover dit gebeurt op schriftelijke, gedateerde en ondertekende aanvraag van een directeur van een wetenschappelijk laboratorium. »

Art. 2. In hetzelfde artikel 1 wordt § 3 als volgt aangevuld :

« Ze omschrijft daarenboven de stoffen waarvoor de vergunning gevraagd wordt alsmede hun bestemming.

Indien de Minister zich voorneemt de gevraagde vergunning geheel of gedeeltelijk te weigeren, verwittigt hij de aanvrager daarvan bij een ter post aangetekend schrijven waarin hij de motieven voor de weigering uiteenzet.

De aanvrager beschikt over dertig dagen om zijn opmerkingen bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister over te maken. De beslissing van de Minister wordt aan de aanvrager bekendgemaakt.

De vergunning kan geheel of gedeeltelijk worden geweigerd wanneer de inlichtingen die ter ondersteuning van de aanvraag werden megedeeld onvolledig of onjuist zijn of wanneer ze betrekking heeft op stoffen die door de van kracht zijnde reglementering verboden zijn. »

Art. 3. Aan hetzelfde artikel 1 wordt een § 4 toegevoegd luidend als volgt :

« § 4. Onverminderd de toepassing van eventuele strafmaatregelen, kan de vergunning ingetrokken worden.

Indien de Minister zich voornemt de toegekende vergunning geheel of gedeeltelijk in te trekken verwittigt hij de houder ervan bij een ter post aangetekend schrijven, waarin hij de de motieven voor de intrekking uiteenzet.

Deze laatste beschikt over dertig dagen om bij een ter post aangetekend schrijven zijn opmerking aan de Minister over te maken. De beslissing van de Minister wordt aan de houder bekendgemaakt.

De vergunning kan geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken wanneer de inlichtingen die ter ondersteuning van de aanvraag werden megedeeld onvolledig of onjuist zijn of wanneer ze betrekking heeft op stoffen die door de van kracht zijnde reglementering verboden zijn of nog wanneer die stoffen bestemd werden voor een gebruik dat verboden is door de van kracht zijnde reglementering of dat niet overeenstemt met de vergunning.

De algemene vergunning is vijf jaar geldig. Zij kan hernieuwd worden op aanvraag van de vergunninghouder binnen de drie maanden die de vervaldag voorafgaan.

Elke wijziging van de verstrekte inlichtingen moet binnen de vijftien dagen aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, megedeeld worden.

De vergunninghouders mogen de stoffen bedoeld in dit besluit slechts afstaan, verkopen of te koop aanbieden aan andere vergunninghouders of aan personen die hiervan vrijgesteld zijn in toepassing van § 2, 2° en 3° van dit artikel. »

Art. 4. A l'article 2 du même arrêté est ajouté un 3e alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent article ne sont toutefois pas applicables :

1° Aux médicaments soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation.

2° Aux aliments pour animaux complètement terminés, où sont incorporés une ou des substances visées par le présent arrêté quand ces aliments sont déjà soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 12 juillet 1972 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux. »

Art. 5. A l'article 3 du même arrêté le 3e alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« La comptabilité arrêtée le dernier jour du trimestre calendaire, est conservée pendant trois ans à dater du jour de sa clôture et est présentée à la demande des personnes visées à l'article 5. »

Art. 6. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Les dispositions de l'article 3 ne sont toutefois pas applicables :

1° aux médicaments soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation;

2° aux aliments pour animaux complètement terminés où sont incorporés une ou des substances visées par le présent arrêté quand ces aliments sont déjà soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 12 juillet 1972 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux. »

Art. 7. Le paragraphe 2 de l'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Ces personnes peuvent exiger la production de :

1° l'autorisation prescrite par l'article 1er. Si cette autorisation n'est pas produite ou si elle ne permet pas les opérations effectuées, les produits sont saisis;

2° tous les documents commerciaux relatifs aux substances visées à l'article 1er. »

Art. 8. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

L. DHOORE

Le Ministre de l'Agriculture.

A. LAVENS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 81 — 586

22 DÉCEMBRE 1968. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 5 mai 1960, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'apprêt et de la teinture de pelletteries autres que de lapin, fixant les conditions de rémunération et de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Art. 4. Aan artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een 3e lid toegevoegd luidend als volgt :

« De bepaling van dit artikel zijn evenwel niet van toepassing op :

1° De geneesmiddelen onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en de distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen.

2° De volledig afgewerkte diervoeders, waarin één of meerdere van de stoffen, bedoeld door dit besluit, verwerkt zijn wanneer deze voeders reeds onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 juli 1972 betreffende de handel en het gebruik van stoffen bestemd voor diervoeding. »

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het 3e lid vervangen door de volgende bepaling :

« De boekhouding die op de laatste dag van het kalendertrimester wordt afgesloten, wordt gedurende drie jaar bewaard te rekenen vanaf de dag dat ze afgesloten is en wordt voorgelegd aan de personen bedoeld in artikel 5, die er om vragen. »

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. De bepalingen van artikel 3 zijn evenwel niet van toepassing op :

1° De geneesmiddelen onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en de distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen;

2° De volledig afgewerkte diervoeders, waarin één of meerdere van de stoffen bedoeld door dit besluit verwerkt zijn, wanneer deze voeders reeds onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 juli 1972 betreffende de handel en het gebruik van stoffen bestemd voor diervoeding. »

Art. 7. Paragraaf 2 van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Die personen kunnen de overlegging eisen van :

1° de vergunning voorgeschreven door artikel 1. Indien die vergunning niet kan voorgelegd worden of indien zijn de gedane verrichtingen niet toelaat, worden de produkten in beslag genomen;

2° alle handelsdocumenten betreffende de produkten bij artikel 1. »

Art. 8. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Landbouw zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

L. DHOORE

De Minister van Landbouw,

A. LAVENS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 81 — 586

22 DECEMBER 1968. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 mei 1960, gesloten in het Paritair Subcomité voor het bereiden en verven van pelterijen andere dan konijnenvellen, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.